

La faute aux intellectuels...

Lise Noël

Number 311, Spring 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/80476ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Noël, L. (2016). La faute aux intellectuels.... *Liberté*, (311), 82–83.

La faute aux intellectuels...

LISE NOËL

« LA ÉTUDIÉ toute sa vie mais il n'a jamais rien fait! » Souvent entendue au Québec, cette petite phrase est révélatrice d'une conception qu'on y a de l'activité intellectuelle comme d'une entreprise fondamentalement gratuite, donc inutile. Admis en tant qu'étape vers l'obtention d'un job précis ou comme vernis ajouté à une formation pratique mâtinée de prétentions sociales (qu'on se rappelle le succès initial du cégep perçu d'abord comme un cours classique démocratisé), l'acquisition d'une culture savante ou l'apprentissage de la réflexion critique ne se justifieraient pas en eux-mêmes.

Beaucoup concevront difficilement par exemple que ce marathon à caractère un peu initiatique qu'est un doctorat puisse « donner » autre chose que de l'avancement ou une augmentation de salaire. « Je croyais que tu travaillais! » lancera-t-on avec soulagement au professeur qu'un appel téléphonique aura surpris en train de rédiger sa thèse plutôt que de corriger les copies de ses élèves...

Depuis toujours ambigu, le statut des intellectuels est d'autant plus à la baisse ces temps-ci au Québec que l'heure est à l'exaltation de la rentabilité immédiate, de la productivité mesurable et de la recherche appliquée. Tout effort théorique a mauvaise presse et plus que jamais la réalité ne semble épouser que les formes pléonastiques du « vécu quotidien ». Le paradoxe ressort donc d'autant plus nettement de l'influence accrue qu'on prête aux intellectuels dans la société d'aujourd'hui.

Quoique essentiellement négatif, le pouvoir qu'ils paraissent posséder s'étend bien au-delà du contrôle que pourraient exercer ceux d'entre eux qui se sont taillé une carrière publique dans la foulée des victoires péquistes. Poussant ses tentacules dans toutes les directions, cette force revêt un

caractère quasi occulte; la tentative n'étant jamais faite d'en identifier précisément la source, c'est à ses conséquences néfastes qu'on croira la reconnaître. Et celles-ci sont légion.

La visite du pape au Canada a permis d'en mettre quelques-unes en évidence. Un groupe de modestes laïcs ayant osé exprimer quelques réserves sur le discours du Souverain Pontife, un dominicain dénonçait aussitôt leur appartenance à la confrérie : « On se rend compte qu'en cette matière comme dans le reste, les intellectuels sont, en général, les plus vulnérables et les plus veules, hélas! de tous les humains. Ils "filtrent le moucheur et laissent passer le chameau", comme disait Jésus des pharisiens. Ils baisent, respectent et professent tout ce qui détruit l'homme [...], mais n'ont que soupçon à l'endroit de ce qui est air pur, santé et lumière. »

Voilà donc la Bête appréhendée dans toute sa morbide et sombre horreur! Mue par le désir de « faire savant », elle n'a de cesse qu'elle n'ait « impressionné les gens ordinaires », renchérit un autre théologien qui refuse de s'en laisser imposer.

À peine quelques semaines plus tôt, la « main invisible » s'était déjà appesantie sur Gaspé. Cherchant à comprendre les raisons du fiasco touristique et financier qu'avaient été les fêtes du 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada, un journaliste local avait sondé professionnels et commerçants de la ville pour glaner leurs commentaires : outre quelques problèmes d'organisation, ces messieurs-dames s'entendaient pour y voir « un autre coup de la petite clique d'intellectuels ». Un autre coup car, on l'aura compris, ce ne devait pas être le premier...

Non seulement « la clique » est connue, en effet, pour récidiver auprès des gens ordinaires, mais elle n'hésite pas non plus à s'en prendre aux plus hautes sphères du pouvoir officiel. L'organisateur en chef de

la campagne de Jean Chrétien au leadership du Parti libéral ne s'y est pas trompé quand il a eu à identifier la cause de l'échec de son candidat : « Que personne au Québec, surtout un intellectuel, ne vienne dire que Jean Chrétien n'a pas de classe », lançait-il au lendemain du jour fatidique, révélant du même coup au pays entier la véritable nature d'un André Ouellet enfin sorti de son placard.

Ainsi donc, sur une courte période de quatre mois, les intellectuels québécois auront successivement réussi à causer la défaite d'un aspirant à la direction d'un parti politique majeur, compromis irrémédiablement le succès d'un anniversaire historique et troublé la sérénité d'une visite pontificale.

Ces quelques désastres ne constituent pourtant que la pointe visible de l'iceberg. Car s'il se permet des manifestations ponctuelles, c'est d'abord et avant tout de façon diffuse que s'exerce le pouvoir des mauvais esprits. Si l'on en croit un lecteur du *Devoir*, c'est à « l'immense confusion » que les intellectuels entretiennent dans la société que le Québec devrait par exemple ses grèves dans le secteur public, un taux de fécondité insuffisant et un réseau scolaire jugé inepte. Au plus creux de la récession économique, le jeune député Gilles Baril croyait même devoir attribuer le pessimisme d'une population ployant sous le chômage et des taux d'intérêt démesurés au doute que semaient « les élites intellectuelles » sur sa capacité de relever les grands défis.

Confusion et doute sont en effet les signes irréfutables auxquels on reconnaît les méfaits des intellectuels, ces spécialistes de la « culture de l'ambiguïté », comme les qualifie vertement un directeur général de cégep partisan des solutions claires.

Or, qui dit solutions claires dit solutions concrètes. Et tout bon Québécois sait que concret s'oppose à théorique, à critique, donc à *idéologique*. Du moins le député

libéral de Westmount, Richard French, le sait-il, lui qui, n'ayant apparemment jamais prêté l'oreille aux nombreux Gilles Baril du caucus péquiste, croit pouvoir dénoncer dans l'actuel gouvernement provincial une bourgeoisie jugée « intellectuelle » parce que tenant un discours « explicite » et d'inspiration « européenne ». L'ancien étudiant d'Oxford préfère l'approche nord-américaine, c'est-à-dire libérale, « implicite » et étrangère aux « principes » !

Il faut que les Québécois soient « mieux » instruits et cessent de faire « des thèses sur le développement de la langue occitane », renchérit Daniel Johnson pour qui seuls comptent les objectifs « clairs, précis ». Or la musique, par exemple, n'est pas un objectif clair et précis : « Sachez que ça va être difficile de trouver une job à Percé ou ailleurs », avertit-il les éventuels étudiants. Nul doute que ce diplômé d'Harvard sait de quoi il parle car, si l'on en croit Léon Dion, Daniel Johnson serait lui-même un « intellectuel »...

Parce qu'il s'adresse à un pouvoir, et, qui plus est, à un pouvoir occulte, le ressentiment manifesté à l'endroit des intellectuels s'exprime rarement ad hominem. Même quand il paraît se cristalliser autour d'un individu ou d'un groupe particulier, il finit presque toujours par prendre l'allure d'une charge générale et indiscriminée. Aucun cas n'est fait d'une loi de la moyenne qui s'applique pourtant aux intellectuels autant qu'aux travailleurs d'autres occupations, les meilleurs étant rejetés dans le même mouvement que les plus médiocres.

Vus collectivement comme les responsables de méfaits globaux sur lesquels ils ont en fait peu de prise, il n'est par contre pas demandé souvent aux intellectuels de rendre compte personnellement de la rigueur de leurs analyses, de l'originalité de leurs hypothèses ou, pour reprendre l'expression de Maffesoli, de « la fermeté d'une pensée » potentiellement vulnérable aux modes. Rares aussi sont les interpellations précises du genre de celle qu'adressait au groupe un Pierre Foglia, à juste titre déçu des préjugés antihomosexuels qui continuent de circuler dans un milieu prétendument ouvert.

Moins boucs émissaires que victimes de jugements stéréotypés, c'est en réalité le doute et la nuance (souvent qualifiés de « confusion ») qui sont condamnés à travers les intellectuels, peu importe que la réflexion qui véhicule l'incertitude soit le fait de penseurs sérieux ou non.

Le retour en force de la foi inconditionnelle et des valeurs dites sûres ne s'explique pas autrement, à l'heure des bouleversements technologiques constants et d'une

insécurité économique encore mal résorbée. Déjà considérée comme passablement inutile en temps normal, la pensée critique revêt toutes les apparences d'une entreprise de sabotage, voire d'une conspiration en période de crise. Insuffisamment manichéenne pour la circonstance, elle est elle-même vite identifiée au pôle négatif d'une

vision du monde qui croit maîtriser davantage la réalité en la simplifiant.

Il y a quelque temps, André Belleau se demandait s'il serait en mesure de trouver un intellectuel dans la salle. Qu'il soit désormais rassuré ! Car, à l'instar des homosexuels et des juifs, les intellectuels ont ceci de particulier qu'ils sont maintenant partout... **L**

LE CONTEXTE

LISE NOËL arrive à *Liberté* en 1982, dans une rédaction exclusivement masculine, avec une « Chronique de l'intolérance » qu'elle tiendra jusqu'en décembre 1985. Elle s'y intéresse aux petites et grandes oppressions, par exemple à ce que signifie la présence sur scène de sept cantatrices noires à l'occasion du centenaire du Metropolitan Opera ou encore aux dérives langagières qui masquent en réalité une droitisation de l'opinion. Féministe, elle remet en cause l'autosatisfaction des Québécois persuadés de leur supériorité en matière d'égalité des sexes et n'hésite pas à relever des propos sexistes tenus par ses collègues de *Liberté*. Mais la chroniqueuse est aussi docteure en histoire et sa réflexion la mène à tenter une typologie des héros et des salauds pendant la Seconde Guerre mondiale ou à penser l'Allemagne d'après 1945, coupable et vaincue. C'est d'ailleurs en tant qu'historienne qu'elle ouvre le dossier du numéro 143 de la revue, « L'histoire vécue », avec un long texte expliquant les principes, les enjeux et les difficultés de la discipline. À partir de 1986, Lise Noël n'écrit plus pour *Liberté* mais continue de siéger au comité de rédaction jusqu'en octobre 1987.

La question de l'intolérance n'est cependant pas close pour Lise Noël, qui reçoit en 1989 le prix du Gouverneur général pour *L'intolérance. Une problématique générale*, paru au Boréal la même année. Dans la continuité de *Women, Race and Class* de la féministe noire américaine Angela Davis (1981), elle se propose d'élargir encore la

synthèse et d'étendre l'analyse à toutes les formes d'oppression (vis-à-vis des homosexuel-le-s, des handicapé-e-s, des malades psychiatriques, voire des Canadien-ne-s francophones). En croisant les résultats de centaines d'études portant sur des cas spécifiques de discriminations menées en Occident dans la seconde moitié du xx^e siècle et en reprenant l'histoire occidentale en général (colonialisme, exploitation ouvrière...), Lise Noël montre la similitude des mécanismes utilisés par les oppresseurs (sans qu'ils en aient parfois même conscience) pour assigner les opprimés à la place qui leur revient, celle de différent-e-s, d'immatures, de sales, d'irresponsables, d'incapables... Mais l'essai est aussi « un guide pratique [...] pour les personnes engagées dans l'action » et la longue dernière partie est consacrée aux luttes d'émancipation.

La chronique reproduite ici s'intéresse aux intellectuels, une espèce sans doute mieux lotie que les Noir-e-s aux États-Unis ou les femmes autochtones. Ces individus douteux doivent néanmoins répondre à la même accusation contradictoire portée contre tous les groupes opprimés et résumée dans la dernière ligne du texte ; c'est que, même minoritaires, désarmés, économiquement peu influents, discrédités et méprisés, ils représenteraient bizarrement une grave menace pour l'ordre social. Ce qui justifie qu'on les fasse taire. Et la boucle est bouclée.

— Marie Saur **L**



LIBERTÉ N° 159
juin 1985